

Bruxelles, le 14.12.2018  
C(2018) 8808 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 14.12.2018**

**relative au financement de la mesure individuelle en faveur du Burundi**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 14.12.2018

### relative au financement de la mesure individuelle en faveur du Burundi

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9 paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>2</sup>, et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre de l'action «programme d'appui à la société civile au Burundi», il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE<sup>3</sup>; elle doit aussi respecter la Décision (UE) 2016/394 du 14 mars 2016 du Conseil de l'Union européenne relative à la conclusion de la procédure de consultation avec la République du Burundi au titre de l'article 96 de l'Accord de partenariat ACP-UE (Accord de Cotonou)<sup>4</sup>.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la période 2014-2020<sup>5</sup>, qui établit les priorités suivantes: (i) développement rural durable pour la nutrition; (ii) santé; (iii) consolidation de l'état de droit et sortie de la fragilité; (iv) énergie. Dans les domaines hors concentration, l'appui à la société civile est mentionnée, ainsi que les mesures d'appui au système de l'ordonnateur national du Fonds européen de développement.
- (4) Les objectifs poursuivis par la mesure à financer au titre de l'accord interne relatif au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>6</sup> (ci-après l'«accord interne») consistent à i) renforcer les capacités des organisations de la société civile et leur structuration et ii) donner aux organisations de la société civile les outils et capacités de pouvoir

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

<sup>3</sup> Décision (PESC) 2015/1763 du Conseil du 1<sup>er</sup> octobre 2015 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Burundi (JO L 257 du 2.10.2015, p. 37 et JO L 268 du 26.10.2018, p. 49).

<sup>4</sup> [JO L 73 du 18.3.2016, p. 90](#)

<sup>5</sup> Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et le Burundi 2014-2020 C(2014)3831 final du 13.6.2014

<sup>6</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 210 du 6.8.2013, p. 1).

participer activement à la planification, mise en œuvre et suivi du développement local au Burundi.

- (5) L'action intitulée «programme d'appui à la société civile au Burundi» a pour objectifs: i) le renforcement des capacités (technique, organisationnelle, gouvernance interne, règlementaire/administrative, de redevabilité, de plaidoyer, etc.) des organisations de la société civile, ii) la mise en place des instances de dialogue/concertation inclusif/ve entre organisations de la société civile et autorités locales et iii) le renforcement de la participation des organisations de la société civile dans le domaine du développement socio-économique du pays.
- (6) Il convient que la Commission autorise le lancement d'un appel d'offres moyennant une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision.
- (7) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (8) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (9) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

#### *Article premier*

##### *La mesure*

La décision de financement, qui constitue la mise en œuvre de la décision de la Commission relative au financement de la mesure individuelle en faveur du Burundi, présentée en annexe est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante: programme d'appui à la société civile au Burundi, présenté en annexe.

#### *Article 2*

##### *Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution maximale de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure est fixé à 7 000 000 EUR à financer sur les ressources du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

#### *Article 3*

##### *Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en

vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

*Article 4*  
*Marchés publics*

Le lancement d'un appel d'offres en vertu d'une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision est autorisé à partir de la date fixée au point 5.4.2. de l'annexe.

Fait à Bruxelles, le 14.12.2018

*Par la Commission*  
*Neven MIMICA*  
*Membre de la Commission*